

## Sous pression !

**Mustapha Harzoune**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/327>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.327

ISSN : 2262-3353

### Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 148-156

ISSN : 1142-852X

### Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Sous pression ! », *Hommes & migrations* [En ligne], 1280 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/327> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.327>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Sous pression !

Mustapha Harzoune

---

- 1 Y a-t-il ou non un “*délit de solidarité*” ? Depuis le succès du film *Welcome*, Eric Besson n’a cessé de le nier (voir Kiosque n° 1279). Le 2 mai, dans les colonnes du JDD, il réitère :

*“Le ‘délit de solidarité’ n’existe pas et personne n’a pu en apporter la preuve inverse. Aucun particulier, aucun bénévole n’a été condamné une seule fois en soixante-cinq ans pour avoir aidé, pris dans sa voiture, offert une douche, rechargé le téléphone portable, ou apporté de la chaleur humaine, à un étranger en situation irrégulière. Le Gisti (Groupe d’information et de soutien aux travailleurs immigrés) a prétendu apporter des exemples contraires. Mais l’examen de ses listes est cruel. Plusieurs victimes présumées ont, en fait, eu à répondre devant les tribunaux de contreparties commerciales, voire sexuelles, de domesticité forcée !”*

- 2 Le Gisti, RESF et quatorze autres associations, dont Emmaüs, la Cimade, Médecins du monde et la Ligue des droits de l’homme, ont justement adressé le 11 mai une lettre à Eric Besson pour

*“affirmer que la rédaction de l’article L 622-1 du code de l’entrée et du séjour des étrangers est en contradiction avec [ses] dires, en ce qu’elle ne distingue nullement entre les passeurs qui exploitent la détresse des migrants, et les citoyens agissant par humanité et pour la défense des droits fondamentaux, qu’il a] choisis d’appeler indifféremment ‘aidants’”.*

- 3 Sans mentionner la liste des vingt-six condamnations prononcées pour ce motif, mises en ligne par le Gisti (<http://www.gisti.org/spip.php?article1399>), la missive associative prévient :

*“Même quand les poursuites ne se terminent pas par une condamnation, le mal est fait, l’intimidation crée des dégâts, engendre des traumatismes et des réflexes de peur d’être poursuivi, destinés à prévenir et empêcher toute aide aux personnes sans papiers. C’est ce que nous dénonçons, c’est ce que vous [Eric Besson] défendez, en refusant de changer la loi.”*

- 4 Pour la député socialiste Marilyse Lebranchu,

*“si le délit de solidarité n’est pas sanctionné par la justice, il est bien reconnu par la police judiciaire, la police de l’air et la police des frontières. Il peut être utilisé [...] comme un moyen de pression à l’encontre des associations”.* (France Soir, le 4 mai)

- 5 Sur le fond, E. Besson dans *Libération*, le 30 avril, écrit, à propos de la proposition de loi socialiste visant à modifier l’article L 622-1 :

*“Cette proposition de loi est dangereuse. Elle obligerait les forces de police [...] à apporter avant toute intervention une preuve du caractère lucratif, impossible à fournir dans le contexte des filières clandestines. Elle conduirait chacune de ces filières à créer son association paravent [...]. Les numéros de téléphone de plusieurs bénévoles humanitaires ont été retrouvés dans les répertoires des passeurs. L'action non lucrative des uns peut faire la fortune des autres.”*

- 6 Et après avoir daubé sur les “dérives angéliques” des socialistes, il rappelle :

*“La France reste une terre d'immigration et de métissage : elle accueille chaque année sur son sol, légalement, 200 000 étrangers au titre du long séjour et 2 millions d'autres au titre du court séjour. Fidèle à sa tradition d'accueil et d'intégration, elle fait accéder 100 000 étrangers par an à la nationalité, et donc à la pleine citoyenneté française. Par ailleurs, un mariage sur trois est mixte, célébrant l'union d'un(e) Français(e) et d'un(e) étranger(e).”*

- 7 Le 30 avril, à l'Assemblée nationale, Françoise Hostalier demandait “un mode d'emploi” de cette loi :

*“Il ne faudrait pas que ces personnes généreuses soient piégées et que, malgré elles, elles encouragent ces réseaux, mais il ne faut pas non plus qu'elles finissent par taire leur générosité par crainte de la répression.” (La Voix du Nord, le 6 mai)*

## Inquiétudes

- 8 À propos de mariages, les statistiques traduiraient-elles une pression sur les cœurs ? Selon l'Ined ([www.ined.fr](http://www.ined.fr)), le nombre de mariages mixtes allait croissant de 1997 à 2003, passant la dernière année de 44 437 à 46 800. En revanche, de 2004 à 2007, ils n'ont cessé de diminuer passant de 42 623 à 42 496 puis à 38 313 et, pour 2007, à 35 838. Sur les 267 194 mariages célébrés en France métropolitaine, les mariages mixtes représentaient, en 2007, 13,41 %.

- 9 Le tiers avancé par Besson tient compte des mariages célébrés à l'étranger (47 869 en 2007). Même à supposer que toutes ces unions soient mixtes, les mariages mixtes rapportés à l'ensemble des mariages célébrés, en France métropolitaine et à l'étranger, ne représentent que 26,5 % du total des mariages. Plus proche donc du quart que du tiers...

- 10 Passons sur l'imprécision des statistiques, le secret des liens amoureux (quid des PACS et autres unions libres ?) et les ruses des “métissages”, un fait reste : le nombre de mariages dits “mixtes” diminue depuis 2004 et les autorités ne relâchent pas leur pression sur des unions soupçonnées d'être de pure “complaisance”.

- 11 Ainsi,

*“une jeune Française devait comparaître [le 11 mai] pour avoir aidé son concubin – et futur mari – sans-papiers. Le procès a été renvoyé à septembre. Les associations dénoncent une ‘criminalisation de la vie amoureuse’ [...]. Le procès en correctionnelle de Jennifer Chary [...] a été renvoyé après le rejet par son avocate de la procédure du ‘plaider coupable’. Cette Dijonnaise de vingt-trois ans vivait en concubinage depuis dix mois avec son ami marocain, M'Hamed Naïmi, vingt-quatre ans. Ils devaient se marier le 11 avril à Dijon, mais M'Hamed Naïmi a été expulsé le 2 avril”. (Nouvelobs.com, le 11 mai)*

- 12 Radwane Djahel et Marianne, Hicham Hassoun et Elsa, deux couples officiellement mariés, affrontent les mêmes difficultés et entraves. Le marocain Hicham Hassoun a même été expulsé en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. (*Libération*, le 23 mai)

- 13 À Saint-Girons, dans l'Ariège, Claudine Louis serait poursuivie pour “aide à un étranger en situation irrégulière”. Elle aurait, selon *La Dépêche* du 9 juin, hébergé Obaïdullah Samari, un jeune Afghane de seize ans.

## 14 Claudine Louis

*“le fait soigner, l’héberge chez elle pendant plusieurs mois, lui donne des cours de français”, indique La Dépêche, qui précise que ‘dans le même temps, elle cherche à le faire régulariser’. Inquiète de ses ‘nombreux échecs’, elle décide ‘alors de l’amener à la préfecture et de demander à la France de le protéger [...]’. Le soir même, il était placé dans un foyer à Pamiers”.* (Nouvelobs.com, le 9 juin)

## 15 La Dépêche du 12 juin rapportait la version de la préfecture :

*“Mme Louis a pris en charge ce mineur de son propre fait, puis avec l’accord de la justice. Elle l’a ensuite brutalement abandonné, ce qui a justifié l’engagement de poursuites.” Et de rappeler “que l’article L.311-1 du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile n’impose la détention d’une carte de séjour qu’à tout étranger âgé de plus de dix-huit ans qui souhaite séjourner en France, après l’expiration d’un délai de trois mois depuis son entrée en France”.*

## 16 Le 17 juin, dans le même quotidien, Claudine Louis démentait cette version.

17 Ces situations et d’autres inquiètent : après les rassemblements du 8 avril (voir Kiosque n° 1279), *Siné Hebdo* a lancé le 6 mai un “Manifeste des 144”. À l’initiative de Guy Bedos et de Michel Onfray, cent quarante-quatre personnalités ont signé un texte réclamant l’abrogation de cette “loi qui criminalise l’entraide”. Entre autres, Isabelle Adjani, Raymond Aubrac, Gisèle Halimi, Lilian Thuram, Zabou Breitman, Régis Debray, Pascale Ferran, Hervé Le Bras, Yolande Moreau, Edgar Morin... affirment “avoir aidé des sans-papiers ou être prêts à le faire” et demandent l’abrogation de l’article incriminé.

## 18 De son côté, la Fédération internationale des droits de l’homme (FIDH) publiait un rapport sur le “délict de solidarité” :

*“De plus en plus de citoyens français refusent la politique d’immigration actuelle et viennent en aide aux migrants [...]. Ces citoyens solidaires sont stigmatisés, réprimés et intimidés par les pouvoirs publics et il existe bel et bien, contrairement à ce qu’affirme le ministre de l’Immigration, un ‘délict de solidarité’ en France.” Il existe en France un “climat défavorable à la défense des droits des étrangers”, souligne le document, qui parle de “dérives” et de “dérapages favorisés par l’énorme pression exercée sur les agents de l’État, notamment par le biais de la culture du résultat”. (L’Humanité, 12 juin)*

19 Selon *Le Monde* du 11 juin, la FIDH

*“veut désormais saisir différentes instances internationales. Objectif : contraindre la France à s’expliquer sur le ‘délict de solidarité’”.*

## “Le droit à transgresser”

## 20 Pour les “144”, “ce qui est légal peut être immoral, l’histoire de France l’a déjà prouvé”. Parmi eux, le médecin Boris Cyrulnik “se sent personnellement touché par la question”. Né dans une famille juive en 1937, M. Cyrulnik ne doit son salut qu’au courage d’une poignée de citoyens qui l’ont caché pendant la Seconde Guerre mondiale. “Si les gens avaient respecté la loi, je serais probablement mort. Je dois ma vie à des gens qui n’ont pas respecté la loi de Vichy”, explique-t-il. Il s’est donc joint à l’appel pour, entre autres, mettre en garde contre les dérives éventuelles d’une telle loi et le risque de tomber dans une “pathologie de l’obéissance”

*“Il faut user du droit à transgresser.” L’article 662-1 “ne présente pas un risque au niveau de la population, il ne mènera pas au fascisme. Mais individuellement, cela a déjà mené à des dérives. Des amis à moi ont été embêtés, pénalisés pour avoir aidé des gens en difficulté dont le seul crime était d’être étranger. Je serais malheureux et honteux de ne pas aider des gens qui meurent à côté de moi alors qu’ils n’ont commis aucun crime [...]”. (Le Monde, le 5 mai)*

## CRA : soutenir au niveau national ou informer localement ?

- 21 Eric Besson n'a pas attendu le 13 mai, date où le tribunal administratif devait se prononcer sur le référé déposé par la Cimade. Le 10 mai, il signait le texte attribuant la mission d'assistance juridique aux étrangers à l'ASSFAM, la Cimade, le Collectif Respect, le Forum Réfugiés, France Terre d'Asile et l'Ordre de Malte.
- 22 Comme le rappelle la journaliste de *Libération*, Catherine Coroller, sur son blog :
- “Alors que jusque-là, la Cimade assurait seule la mission d'aide et assistance aux étrangers en rétention depuis 1984, cinq associations se partageront ce marché à partir du 2 juin. La Cimade en contestait deux devant la justice administrative. Le mystérieux Collectif Respect, fondé en 2003 par un militant UMP, ex-chargé de mission au ministère de l'Immigration [...] et dont les compétences en matière d'assistance aux étrangers paraissent sujettes à caution. La Cimade demandait également à la justice de faire la lumière sur une subvention exceptionnelle de 450 000 euros versée par les services de Besson à un autre lauréat, l'Association service social familial migrants (Assfam). Pourquoi cet argent ? ‘Pour asseoir sa crédibilité financière et en faire un candidat pertinent ?’ avait ironisé l'avocat de la Cimade lors d'une précédente audience devant le TA.” (Hexagone, le 10 mai).*
- 23 Accusé de vouloir “casser” la Cimade, Eric Besson s'est défendu le 13 mai à l'Assemblée nationale.
- “Il y a 2000 places en centre de rétention, la Cimade conserve la gestion de 1000 de ces 2000 places. La Cimade avait quatre millions d'euros par an d'aide publique pour gérer ces situations, elle va en conserver deux millions d'euros par an [...]” (Europe 1, 13 mai)*
- 24 La question serait-elle financière comme le dit sans le dire le ministre ? La veille, sur le site de *L'Express*, Damien Nantes de la Cimade résumait les enjeux :
- “Nous sommes prêts, dans le cadre d'une mission nationale, à nous regrouper avec d'autres collectifs et à mutualiser nos compétences si elles permettent d'être plus efficaces auprès des étrangers maintenus en rétention [...]. Eric Besson a transformé la mission juridique des associations de soutien aux étrangers en rétention, comme la nôtre, en une mission d'information. Il entend nous empêcher de déposer des recours juridiques au nom des étrangers, le but étant de réduire la possibilité pour les étrangers d'exercer leurs droits. De plus, il met en concurrence les associations et favorise un éclatement de l'aide apportée aux clandestins. Chaque association va se retrouver isolée, et il sera d'autant plus difficile d'avoir une analyse globale du soutien à apporter aux étrangers, d'assurer un suivi régulier.”*

## Camouflet

- 25 Et voilà que *Le Figaro* du 31 mai rapportait les conclusions du juge des référés qui
- “a suspendu samedi les contrats conclus le 10 mai par le ministre de l'Immigration concernant l'assistance juridique aux étrangers placés en rétention administrative, donnant ainsi raison à la Cimade. Trois mois supplémentaires pour la mission de la Cimade. C'est ce qu'a proposé dimanche le ministre de l'Immigration Eric Besson après s'être vu infligé un sérieux camouflet judiciaire, samedi.”*
- 26 Selon un communiqué de la Cimade, le juge a soulevé dans son ordonnance “un risque d'atteinte à l'intérêt public, qui s'attache à ce que soit assuré l'exercice effectif de leurs droits par les étrangers”. Sur le fond, selon l'association, le tribunal indique par ailleurs qu'en ne prévoyant qu'une mission d'information et non plus d'assistance juridique, “les prestations objets du marché, ainsi fixées par le ministre de l'Immigration, ne permettent pas d'atteindre, dans

son intégralité, l'objectif fixé par le législateur [...] à savoir mettre les étrangers retenus à même d'assurer l'exercice effectif de leurs droits”.

- 27 De son côté, le Conseil d'État rejetait le 3 juin

*“la demande d'annulation du décret du 22 août 2008 remettant en cause les modalités de l'assistance aux étrangers placés dans les vingt-sept centres de rétention assurée jusqu'ici par la seule Cimade. La plus haute juridiction administrative rappelle au gouvernement que les futurs intervenants ne devront pas limiter leur mission à l'information des étrangers mais devront permettre l'exercice effectif de leurs droits”.*

- 28 En revanche, le Conseil d'État a estimé

*“que les droits des étrangers placés en centre de rétention [doivent être] garantis dans les mêmes conditions sur l'ensemble du territoire”, cette nécessité n'impliquant “pas que les missions d'assistance à ces étrangers soient assurées par la ou les mêmes personnes morales sur l'ensemble du territoire national”.*

## Un nouvel outil pour mesurer la diversité...

- 29 Annoncé pour le 20 mars, ce n'est que le 7 mai que Yazid Sabeg a remis son rapport sur la mesure de la diversité. Parmi les nombreuses propositions du rapport, la grande affaire porte sur les statistiques ethniques rebaptisées “mesures de la diversité”. L'enjeu du rapport ne serait rien moins que “la question de la cohésion sociale en luttant contre les discriminations”, à commencer par les discriminations “ethnoraciales”. Pour Yazid Sabeg, partisan, et depuis belle lurette, du comptage et de la discrimination positive, les instruments pour mesurer ces “parcours de discrimination” n'existeraient pas,

*“c'est la raison pour laquelle, il faut en mettre en place”. Au terme de “statistiques ethniques”, il préfère celui de “mesure” : “Il faut que l'on puisse faire de la mesure, mais en aucun cas il n'a été question de faire un recensement nominatif, un fichage ou un comptage [...]” (Les Matins de France Culture, le 4 mai)*

- 30 Le 23 mars, il confiait à François Héran, président de l'Ined, la direction d'un Comité pour la mesure et l'évaluation de la diversité et des discriminations (Comedd).

## Le “ressenti d'appartenance”

- 31 Le Monde rappelait que

*“le 7 mars dernier, la proposition de Yazid Sabeg de soumettre rapidement au Parlement un projet de loi ‘visant à rendre licite la mesure de la diversité’ avait suscité la polémique. Le rapport remis à l'Élysée par le commissaire à la diversité et à l'égalité [...] écarte l'idée d'une loi et reste prudent sur la question”.*

- 32 Pourtant, Patrick Lozès, le président du CRAN, s'enthousiasmait avec grandiloquence de ce “grand pas en avant”. La France “s'élève à la hauteur de ses idéaux”. (Le Monde, le 7 mai)

- 33 Commentaire bien différent sur Hexagone, le blog de Catherine Coroller :

*“Je suis d'origine algérienne, mes parents sont musulmans mais je suis athée et je ne me reconnais dans aucune communauté sauf la ‘communauté nationale’. Si on me demande mon ressenti, je dirais que je suis Française, laïque et républicaine... Mon cas est loin d'être isolé, alors c'est quoi cette question bizarre qui sonde les profondeurs de l'identité et du ressenti? Absurde mais surtout dangereuse, car elle contribue à entretenir le communautarisme...” (Hexagone, le 9 avril)*

- 34 Pour Patrick Gaubert, président de la Licra et du Haut Conseil à l'intégration, souvent présenté comme un proche de Nicolas Sarkozy,

*“cette méthode est inutile” : “Nul besoin de les interroger pour savoir qu’un certain nombre de personnes issues des minorités sont discriminées et ont des problèmes.” Sa crainte reste la même : “Quand on interroge les gens de cette manière, ils parlent forcément de leurs différences ethno-raciales.” (Le Monde, le 7 mai).*

- 35 Le 9 avril, sur le site Rue 89, à l’initiative entre autres de chercheurs et de professeurs, une commission voyait le jour, baptisée Comité alternatif de réflexion sur les statistiques ethniques et les discriminations (Carsed).

*“Dans le collimateur du Carsed, les velléités de Sabeg de mesurer les inégalités en interrogeant les gens sur leur ‘ressenti d’appartenance à une communauté’. ‘On va faire exister des groupes en les poussant à se revendiquer comme appartenant à une communauté’, pronostique Jean-François Amadieu, sociologue, directeur de l’Observatoire des discriminations [...]” (Hexagone, le 9 avril) Les résultats des travaux du Carsed sont sur leur site (<http://www.carsed.fr/>).*

- 36 Sur son blog, la philosophe Catherine Kintzler écrit le 25 mai :

*“À trop s’intéresser aux ethnies, on s’expose à perdre de vue les droits des peuples politiques formés d’individus souverains (lesquels peuvent librement s’affilier par ailleurs aux appartenances de leur choix) [...]. C’est ce [...] court-circuit qui, voulant cerner les discriminations ‘au plus près’, les érige en collectant les ‘sentiments d’appartenance’ dans des statistiques qui risquent d’avoir les effets séparateurs qu’elles prétendent conjurer. S’il faut être attentif à l’égalité pour tous et même intraitable sur les discriminations, il ne faut jamais oublier que la racine des discriminations est toujours dans une vision fractionnée du peuple qui le désagrège en coalitions d’appartenance et de non-appartenance : pour former un peuple politique, ce ne sont pas des groupes qu’il faut rassembler et mixer en grosses molécules, mais des individus souverains, atomes irréductibles, libres et égaux – car le patchwork est ici la négation du melting pot. L’institution du citoyen n’a de sens que si elle détourne les cœurs tendres de leur penchant pour les mœurs féroces.” (<http://www.mezetulle.net/article-31833513.html>).*

## La burqa ou le dawa gouvernemental

- 37 Le député-maire communiste de Vénissieux, André Gerin, a déposé le 9 juin un texte cosigné par cinquante-huit députés (3 PCF, 7 PS, 43 UMP, 2 NC, 3 NI) demandant la création d’une commission d’enquête parlementaire sur le port de la burqa ou du niqab pour

*“définir des propositions afin de lutter contre ces méthodes qui constituent une atteinte aux libertés individuelles sur le territoire national”.*

- 38 Pour André Gerin,

*“il faut faire un état des lieux et ouvrir le dialogue sur la République, la laïcité, la féminité remise en question, discuter des voies d’un islam apaisé, un islam des Lumières. J’ai écrit à toutes les associations féministes et je vais m’adresser aux responsables musulmans”. (Libération, le 17 juin)*

- 39 Et sur le site du Point, il déclare deux jours plus tard qu’il s’agit de *“repandre en main la laïcité en France”*. Et il y a urgence, soutient le député-maire, qui cite en exemple la situation à Vénissieux.

*“Ne pas voir le visage d’une femme voilée pose problème. Les petits conflits se multiplient à la sortie des écoles, à l’occasion de la célébration d’un mariage ou pour la confection de papiers d’identité. N’importe qui peut se cacher sous la burqa !”*

- 40 De son côté, le député UMP Pierre Lellouche, qui officiait alors comme représentant spécial de la France pour l’Afghanistan et le Pakistan, affirmait :



*“Si je me bats au quotidien pour le droit des femmes en Afghanistan, vous comprendrez bien que je souhaiterais que toutes les femmes en France aient droit à leur corps et à leur personne.” (Libération, le 17 juin).*

- 41 André Gérin a tout bonnement “mit le dawa” au gouvernement, comme on dit dans certains quartiers. Pour Eric Besson,

*“il faut lutter contre le développement de la burqa, mais par l’éducation, la pédagogie, le dialogue. Une loi serait inefficace et créerait des tensions qui n’ont pas lieu d’être en ce moment”.*

- 42 Michelle Alliot-Marie a jugé, elle, que le recours à une commission parlementaire sur le port de la burqa était

*“une bonne façon [...] pour avoir une vision la plus objective possible du phénomène et voir les mesures qu’il convient d’y apporter”.* (Nouvel-Obs.com, le 19 juin)

- 43 Rama Yade

*“a affirmé [...] qu’elle ne serait pas opposée à une interdiction de la burqa ‘si cette solution peut permettre à la laïcité d’affirmer clairement ses principes et si cela peut permettre de protéger les femmes [...] obligées de [la] porter’.”* (Nouvel-Obs.com, le 20 juin).

- 44 Fadela Amara, en pointe sur ces questions, ne tergiverse pas :

*“Je suis pour l’interdiction de ce cercueil qui tue les libertés fondamentales. Il faut que le débat actuel débouche sur une loi qui protège les femmes.”* Et d’ajouter : *“Je n’ai pas effectué d’audit, mais il suffit d’aller sur certains marchés, notamment aux abords de Lyon, pour s’en rendre compte. Moi, j’ai le sentiment de croiser de plus en plus de femmes avec la burqa. La commission d’enquête parlementaire pourra nous le dire précisément. Ce qui est certain, c’est que la burqa est le signe d’une présence concrète de fondamentalistes sur notre sol. C’est aussi le signe de l’instrumentalisation politique de l’islam.”* (Le Parisien, le 19 juin)

## Tergiversations et ambiguïtés

- 45 Martine Aubry a engagé à éviter les solutions “simplistes”, estimant que si une loi interdisait le voile intégral cela n’empêcherait pas les femmes de continuer à le porter. Elle a cependant ajouté (sans rire !) :

*“Elles resteront chez elles, on ne les verra plus.”* Avant de préciser : *“Bien sûr qu’on est opposés à la burqa [...], mais ce que je souhaite d’abord c’est qu’on s’occupe de l’insertion de ces populations.”*

- 46 Même humour, sans doute tout aussi involontaire, chez Cécile Duflot. La secrétaire générale des Verts ne pense pas qu’une éventuelle interdiction du port du voile intégral puisse “amener quelque chose de positif”, le risque étant que les femmes musulmanes concernées “disparaissent de notre vue” et que leur situation soit “pire” (sic).

- 47 Le président du CFCM (Conseil français du culte musulman), Mohammed Moussaoui, s’est dit

*“choqué” : “Évoquer le sujet de cette façon, par le biais d’une commission parlementaire, revient à stigmatiser l’islam et les musulmans de France.”* (NouvelObs.com, le 19 juin)

- 48 Pourtant un jour plus tôt, sur le site du Point, il reconnaissait que la burqa et le niqab n’étaient aucunement des prescriptions coraniques... Même ambiguïté avec le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, pour qui

*“cette résurgence [du débat sur les tenues vestimentaires] montre qu’il y a une intolérance à l’égard des femmes vêtues comme ça, mais celles-ci s’habillent de cette façon pour exprimer un libre choix oppositionnel face à la réprobation, pour exprimer leur hyper-identité musulmane [sic].”* (NouvelObs.com, le 19 juin).



- 49 Ce qui ne l'empêchait pas de "déplorer" la veille que le port de la burqa se développe en France, y voyant le signe d'une "radicalisation". (Europe1.fr)
- 50 Comme disait Paul Valéry,  
 "le moment où le petit enfant prend conscience du pouvoir de ses pleurs n'est pas différent de celui où il en fait un moyen de pression et de gouvernement."

## Pression sur les islamistes ou pressions islamistes ?

- 51 Pour Marianne 2, le 20 juin, il faut du "courage contre les pressions" et de citer Jacques Myard, le député-maire de Maison Laffitte (Yvelines) :
- "Mettre en avant que c'est seulement par l'éducation que l'on pourra mettre un terme à la pratique de la burqa - ou du niqab -, se retrancher derrière le principe de la liberté religieuse au motif que certaines femmes revendiquent la burqa, relèvent de l'hypocrisie et montrent combien certaines élites françaises sont gagnées par la confusion des esprits face à un mouvement radical quasi sectaire qui veut imposer aux lois de la République des credo religieux comme lois personnelles. Seule la réaffirmation des principes par une loi sera de nature à mettre un terme à cette dérive communautariste extrêmement grave, contraire à la dignité de la personne humaine et à l'égalité des sexes. On ne défend pas l'éthique et les principes républicains par des propos de salon alambiqués face à des intégristes prêts à tout."*
- 52 Le 22 juin, Nicolas Sarkozy déclarait devant le Congrès que la burqa "[n'était] pas la bienvenue sur le territoire de la République" et que le voile intégral n'était "pas un problème religieux", mais "d'égalité et de dignité de la femme". Le lendemain, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale décidait la création d'une mission d'information sur le port de la burqa et du niqab en France. "Mission d'information" et non "commission d'enquête", autrement dit priorité au dialogue et à la liberté pour les invités, qui peuvent se présenter ou non devant les membres de ladite mission. La mission s'est mise au travail le 8 juillet. Remise du rapport prévue pour début décembre. Affaire à suivre donc.

---

## RÉSUMÉS

"Sous pression !" Voilà qui résume l'actualité des deux derniers mois. Pression de l'administration contre ceux qui, en France, manifestent un élan de solidarité avec les "clandestins". Pression du ministère, sous l'égide d'abord d'Hortefeux, puis de Besson, contre la Cimade et son "monopole" : informer et soutenir les clandestins retenus dans les Centres de rétention administrative (CRA). Pressions sur les cœurs devenus suspects d'aimer et d'encourager, via des unions dites "mixtes", l'entrée ou la régularisation de clandestins ! Pression sur une République pour "mesurer" sa "diversité". Pression sur des burqa et autre niqab florissants et sectaro-islamisant ou, selon les points de vue, réaction de légitime défense face aux pressions multiformes exercées par les islamistes de tous poils et de tous fichus confondus...